

THASSINDA UBA THASSINDA H.

ZAÏRE : LES PRINCES DE L'INVISIBLE

**L'Afrique noire bâillonnée
par le parti unique**

Éditions C'EST A DIRE

1529170

32

THE
NATIONAL ACADEMY OF SCIENCES
OF THE UNITED STATES OF AMERICA
PUBLISHED BY THE NATIONAL ACADEMY PRESS

802
2630

THASSINDA UBA THASSINDA H.

ZAÏRE :
LES PRINCES DE L'INVISIBLE

L'Afrique noire bâillonnée
par le parti unique

L'Afrique noire bâillonnée
par le parti unique

8'03_m
3630

THE HISTORY OF THE

REIGN OF

CHARLES THE FIRST

1633
1634

THASSINDA UBA THASSINDA H.

ZAÏRE : LES PRINCES DE L'INVISIBLE

L'Afrique noire bâillonnée
par le parti unique

Éditions C'EST À DIRE
26, rue de l'Engannerie
14000 CAEN - FRANCE

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés,
réservés pour tous pays.

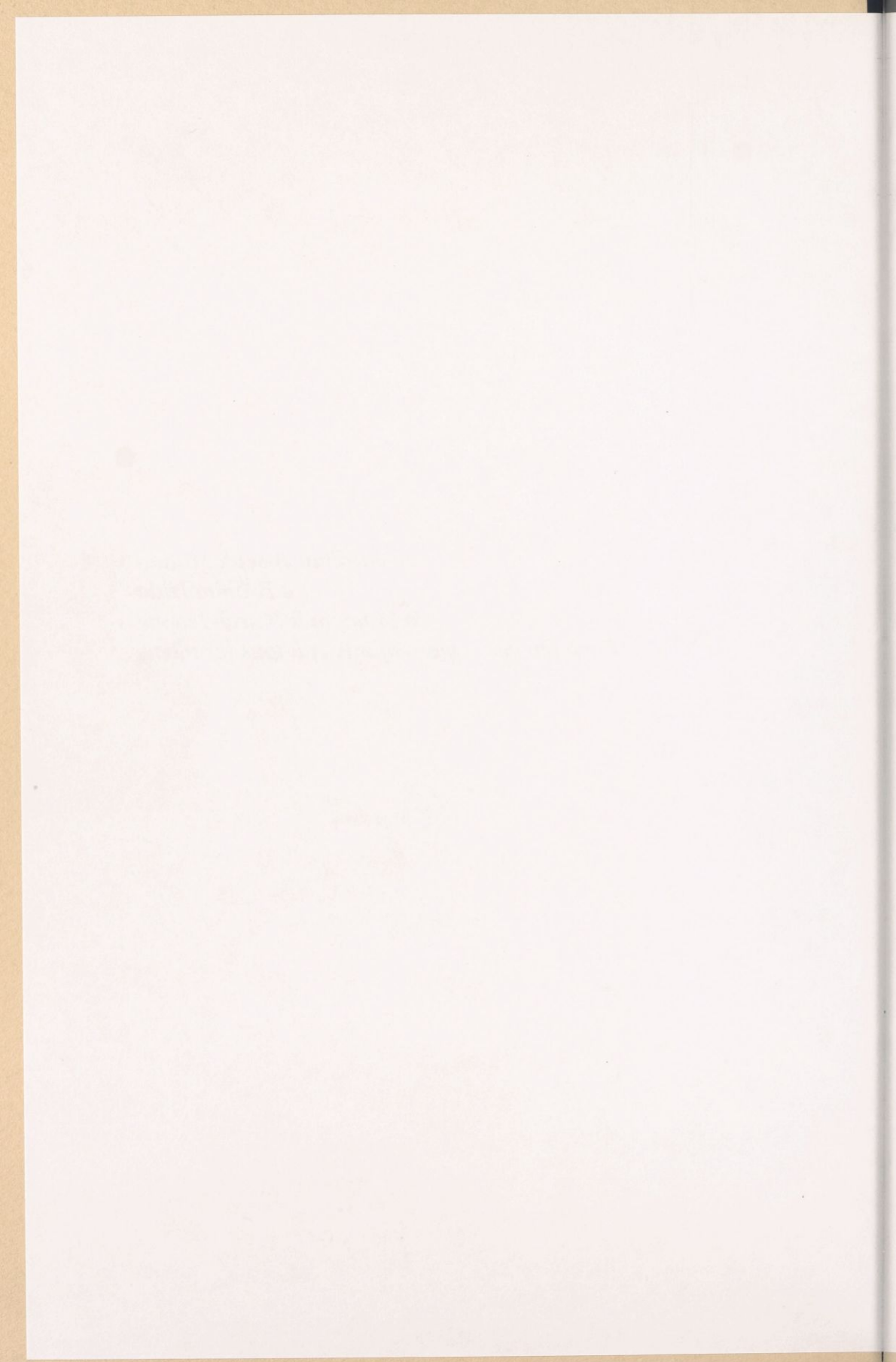
La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans le but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© Éditions *C'est à dire*, 1992
ISBN : 2-909627-00-4

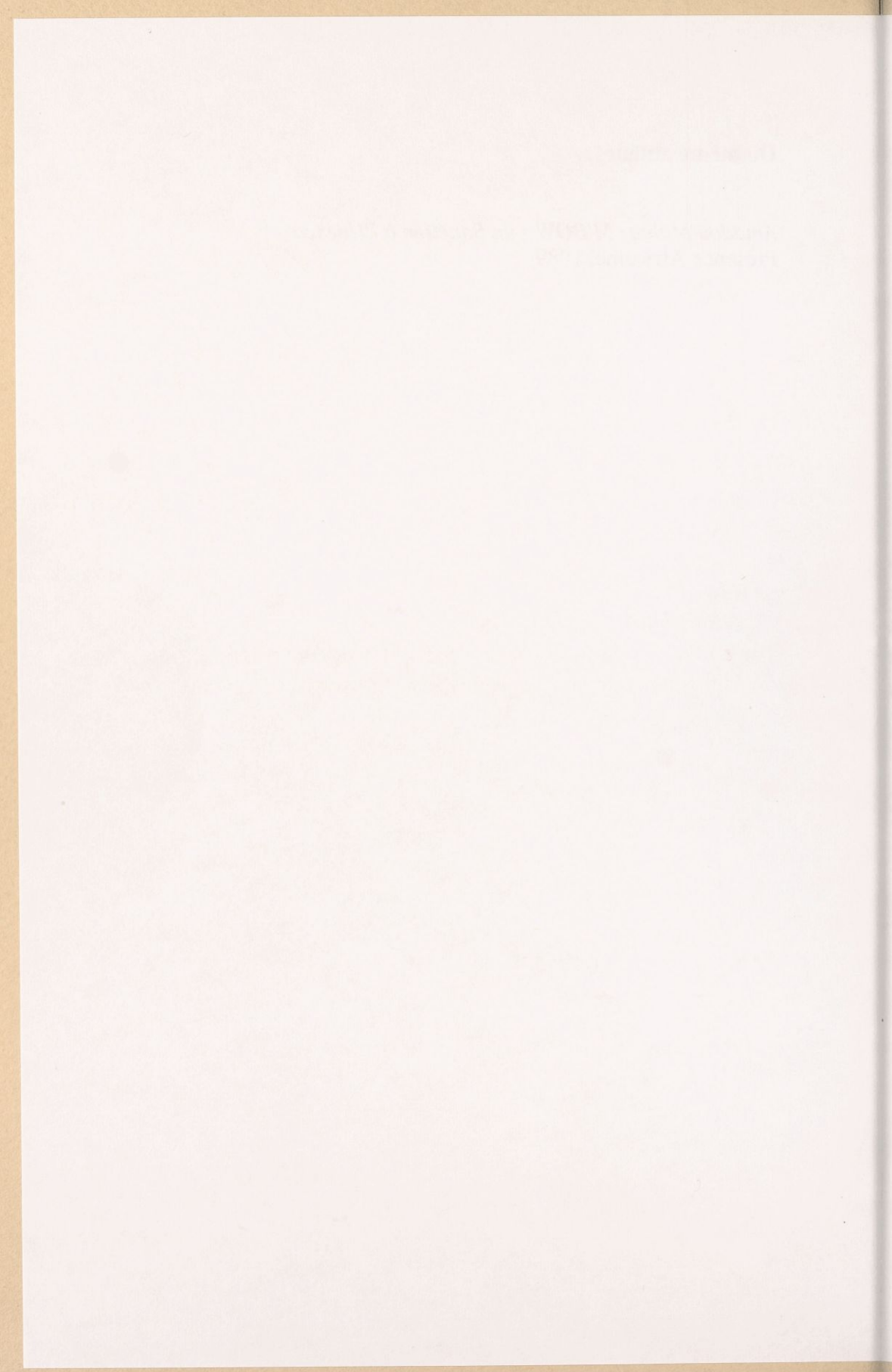


*au cardinal Joseph Malula
à Brahim Hida
à Mumpindi Marie-Jeanne
à ma femme, à mes enfants et à tous les miens*



Du même auteur

Amadou Mahtar M'BOW ; un Sahélien à l'Unesco
Présence Africaine, 1989



« La Conférence nationale reste à nos yeux une alternative à la guerre civile, et nous restons persuadés que si le courage, la dignité et l'esprit de responsabilité sont au rendez-vous, elle offre un cadre approprié pour opérer des mutations décisives dans une société en quête d'un souffle nouveau. »

Nicéphore SOGLO



Avant-propos

La misère et les inégalités imposées par les gouvernements, qui font quotidiennement le spectacle de la honte des peuples courageux de l'Afrique noire auprès de l'opinion publique des pays nantis, nous ont révolté et nous ont finalement poussé à écrire ce livre. Les événements se sont précipités partout dans le monde et notamment au Zaïre notre pays : les étudiants du campus de Lubumbashi, cadres de demain, sont atrocement abattus à l'arme blanche par les agents de la Division spéciale présidentielle, le bilan économique de trente et un ans après l'indépendance est négatif reconnaît explicitement le Premier ministre Mulumba Lukoji devant les élus du peuple au Parlement, l'inflation atteint 500 % en 1991, 3000 % en 1992, la vie devient extrêmement chère dans un pays de 38 millions d'habitants. Un nouveau vent souffle sur le continent noir. On ne peut qu'aller dans son sens car il constitue certainement le signe précurseur d'une libération que tous les Africains, après les années sombres du monopartisme, appellent de leurs vœux. Prendre la parole dans le mouvement ainsi amorcé nous paraît opportun. Nous avons donc décidé de parler. De jeter un regard critique sur les maux qui ont entravé notre marche en avant ces trois dernières décennies. De chercher à comprendre où était passée notre « chère indépendance ». Analyser notre passé afin d'éviter que ne se reproduisent les mêmes schémas demain. « La leçon que les Africains doivent tirer de ces

trente et une années écoulées est que la démocratie ne se construit pas sans véritable indépendance ».

Continent de la tradition orale par excellence, l'Afrique noire s'est vue bâillonner et imposer une seule et unique parole : celle qui louange les princes et célèbre les « vertus » des partis uniques.

Ceux qui ont tenté d'aller à contre-courant l'ont payé de leur vie. La terreur a figé les langues et immobilisé plus d'une plume.

En ce qui concerne cet essai que nous intitulons *Zaïre : les princes de l'invisible ou l'Afrique bâillonnée par le parti unique*, nous nous devons de signaler aux lecteurs qu'il s'agit avant tout d'un témoignage. Un témoignage qui se rapporte à notre expérience zaïroise et africaine en particulier.

Pourquoi l'Afrique a-t-elle été bâillonnée au cours de ces trente dernières années ? Cela tient à beaucoup de choses et notamment à sa culture. Mais on peut aussi penser que :

- le parti unique ou parti-État a malmené l'esprit critique des Africains et étouffé tout élan vers le progrès ;

- la dictature, la tyrannie, l'absolutisme du pouvoir de bon nombre de leaders ont écrasé les aspirations des peuples africains qui, de ce fait, n'ont pu contribuer de manière décisive au développement de leurs pays respectifs comme ce fut le cas pour l'Asie du Sud-Est et le Japon qui se sont peu à peu construits grâce au talent, au savoir-faire, au faire-savoir et à l'intelligence de leurs cadres.

L'Afrique au contraire a assisté, impuissante (et à cœur joie) à la fuite de ses meilleurs cerveaux !

Partisan de toute action en faveur des droits de l'homme, nous nous indignons dans ce livre de la non-observation de ceux-ci par bon nombre de chefs d'État africains ; nous dénonçons en termes véhéments la corruption de l'élite africaine en déplorant la fuite des cerveaux et des capitaux vers des pays déjà développés ou des paradis fiscaux installés là où l'abon-

dance et l'expansion économique ont déjà pris racine. Le Zaïre, dans ce constat amer et révoltant, vient malheureusement au premier rang.

Comment peut-on expliquer que le Zaïre, beau pays et géant économique pour les uns, scandale géologique pour les autres, qui fait l'admiration de toute la planète et suscite les envies les plus débridées soit tombé si bas ?

Qui nous révélera là où est passé l'argent ? Que sont devenues nos immenses richesses minières ? Certainement pas les serviteurs du néo-colonialisme surtout s'ils se nomment Mobutu et d'autres. Eux, en savent quelque chose, c'est pourquoi nos critiques, sont particulièrement sévères s'agissant de leurs actions et comportements à la tête des régimes qui les ont portés au pouvoir.

Ce livre traduit aussi notre déception personnelle face à la réalité africaine. Celle qui se développe au Sud du Sahara en particulier. En tant que fils d'Afrique, nous avons rencontré grâce à Dieu, un certain nombre de dirigeants africains dont Mobutu Sese Seko : *un homme devenu prisonnier et presque esclave de son entourage. Cet entourage qui a méprisé et humilié l'être humain zaïrois pendant près de trois décennies jour pour jour.* De nos rencontres avec ces leaders, nous sommes souvent déçus et avec l'impression que non seulement ils consacrent peu de temps à leurs hautes fonctions, mais surtout qu'ils se soucient peu de leur culture et de leurs peuples. Lisent-ils seulement ? S'informent-ils au moins sur la nouvelle carte politique et le nouvel ordre économique du monde, au seuil du III^e millénaire, en gestation ?

Nous nous sommes parfois posé des questions sans espoir d'y donner une réponse de manière formelle. Notre quête de vérité n'en est pas sortie grandie. Fallait-il pour autant arrêter l'enquête qui la soutenait ? Certainement pas. Voilà pourquoi de Kinshasa à Abidjan en passant par Brazzaville, Libreville, Lomé, Cotonou. etc, nous avons continué de rencontrer d'autres Africains. Ceux qui évoluent loin des palais.

Ceux qui sont aux prises avec la misère quotidienne de nos belles capitales : marchands, artisans, chômeurs. Ceux qui rêvent d'une autre Afrique : étudiants, cadres administratifs, professeurs, avocats, journalistes, médecins, et même militaires ! Les uns et les autres nous ont encouragé à parler, à dire les interdits, à franchir le pas, même si le « léopard » pouvait encore opérer des ravages. Chez les uns et les autres, nous avons décelé un début de hardiesse, de témérité même. C'est peut-être cela l'Afrique de demain : celle qui aura le courage de ses opinions. Celle qui aspire à une véritable libération, à une indépendance totale.

Nous souhaitons qu'en toute modestie mon livre prenne place parmi les meneurs des combats d'avant-garde que l'Afrique s'apprête à livrer pour la survie de ses enfants. Des combats dont le premier porte déjà l'armure de la Conférence nationale souveraine !

T.U.T.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos.....	13
Chapitre premier : Afrique : La pression démocratique	21
– Le chambouleur venu du froid.....	22
– La Baule ou la fin de la bénédiction	28
Chapitre II : Les chenapans du Wenzé	35
– Vivre d'espoir	39
– Les grands buanas.....	46
Chapitre III : Les « deuxièmes bureaux » mènent le bal	53
– Une action dévastatrice.....	53
– Les championnes du renseignement	61
– Un mal commun.....	67
Chapitre IV : Animateurs et agitateurs	73
– Les mousquetaires de l'animation	77
– L'école des agitateurs	85
Chapitre V : Abacost et effigie du patron	93
– Abacost ou la mort.....	99
– Y'a bon abacost !.....	107
Chapitre VI : Les princes de l'invisible	111
– Les avatars d'un prince marabout.....	117
– Une ravissante spécialiste de la francophonie	123

Chapitre VII : Tam-tam pour un milliardaire	127
– La saga d'un milliardaire.....	135
– Le voleur volé.....	139
– Les villas personnalisées de Gbado.....	147
Chapitre VIII : Révérance pour un diamant	157
– La danse des courtisans.....	164
Chapitre IX : Fuite des capitaux, fuite des cerveaux	173
A. Gros lots pour paradis fiscaux :	
L'argent de la coopération internationale.....	173
– Un Japonais à Kinshasha.....	186
– Un ministre trop honnête.....	188
B. Exode ou fuite des cerveaux.....	196
– Réfugiés économiques et sociaux.....	200
– Jouer au rugby.....	204
C. Sommeil des léopards et réveil des caïmans.....	207
Chapitre X : Zouk à Kin ou les barrages du palais présidentiel	219
– Cerbères au palais présidentiel.....	219
– Pour dix millions d'anciens francs !.....	229
– Vent de Zouk dans les rédactions.....	239
– Un journalisme d'un genre nouveau.....	242
– Zouk autour d'une clarification.....	250
Chapitre XI : Zouk au cercle des initiés	255
– Cap Martin deuxième round.....	255
– Une mafia nommée Prima Curia.....	268
Chapitre XII : Les chers parents	271

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre XIII : Zaïrianisation ou opération	
mouche tsé-tsé	285
– Mercedes-Benz et nouveaux riches.....	290
– Un cerveau, du cœur et des tripes	291
– Mama-Benz contre Mario	295
Chapitre XIV : L'explosion	299
BIBLIOGRAPHIE.....	307
Ouvrages généraux	
Annexe I : Fonctionnement de la Prima Curia	313
Annexe II : Information manipulée	319
Annexe III : Lettre PDG (chasse aux sorcières à l'OZRT)	321
Annexe IV : Chronologie.....	323

CHAPITRE PREMIER

L'Afrique : la pression démographique

« En démocratie, le peuple est roi. Il doit toujours être consulté. L'Afrique ancienne, celle de nos ancêtres, respectait la démocratie. Pour faire une loi (je voulais dire voter) ; même les fermiers, les pêcheurs, les agriculteurs et d'autres couches des populations avaient *de facto* été consultés. La loi est toujours venue de la base et non du sommet. »

AMADOU HAMPATE BA :

(Intervention sur la première chaîne de télévision française TF1.)

« Je pense qu'il faut une démocratie forte, avec un exécutif fort, c'est-à-dire un régime présidentiel. Dans celui-ci, le chef de l'État est élu, au suffrage universel, par le peuple. »

LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR,

(*La poésie de l'action*, 1980.)

CAP-VERT : « Les élections étaient démocratiques selon les observateurs internationaux. »

En effet, pour la première fois dans les annales politiques de l'Afrique indépendante, un parti unique, qui a gouverné le pays sans partage pendant seize ans, organise et perd des

élections face à un parti d'opposition créé il y a seulement huit mois¹... »

Le fait est passé presque inaperçu en raison de la guerre du Golfe qui focalise, en ce mois de janvier, toute l'attention du monde sur cet événement. En d'autres temps, les médias n'auraient pas hésité à lui accorder l'attention qu'il mérite. Et pour cause : la pression démocratique qui a fait plier les genoux aux partis uniques tout au long de 1990, vient d'asséner là un coup de massue aux régimes qui tergiversent encore ou qui tentent de jongler avec l'émergence du multipartisme. Celui-ci est définitivement sorti de la forteresse où l'avaient enfermé « les pères de la nation ». Il a fait revenir Omar Bongo sur ses déclarations méprisantes le concernant. Il a montré à Sassou Nguesso la vanité de son entêtement. Il a fait courber la tête au vieux bélier de Yamoussoukro. Il a frappé de stupeur et fait pleurer le maréchal Mobutu Sese Seko le 24 avril 1990 à la cité de la N'sele. Mathieu Kérékou l'avait vite compris qui a préféré prendre les devants. Gare à ceux qui s'obstinent encore ou qui cherchent à contourner le vent de l'histoire !

Cette affaire-là, vrai de vrai, est incontournable.

Le chambouleur venu du froid

Le tort du parti unique en Afrique, c'est d'avoir été porteur de l'image néfaste de la démocratie populaire. Partout, qu'il soit de gauche ou de droite, le parti unique a opéré de la même manière, s'est comporté de la même façon. Si bien que lorsque le chambouleur venu des grands froids de l'Est a

1. AFP-BQA du 16 janvier 1991.

secoué le cocotier monopartiste, toutes les noix sont tombées presque en même temps. Celles déjà mûres comme celles en voie de maturation. Voilà ce que c'est que de copier même quand on se dit libéral pour plaire au bloc occidental et marxiste-léniniste, pour afficher sa différence. Car le grand chambardement, nul n'en doute aujourd'hui, vint bien du froid glacial du Kremlin quand, un matin, Mikhaïl Gorbatchev invente son antigel baptisé pérestroïka. Le monde réalise alors que les choses ne seront plus comme avant en Union Soviétique d'autant que, pour renforcer l'action dégelante de son invention, le nouvel homme fort de Moscou préconise aussi l'emploi de la glasnost. On ne doute plus que des changements radicaux vont s'opérer dans le glacis marxiste-léniniste. D'ailleurs Gorbatchev les annonce sans trop recourir à la langue de bois.

L'urgence de procéder à la pérestroïka provient des processus de développement à l'œuvre dans notre société socialiste. Celle-ci est mûre pour le changement ; cela fait longtemps qu'elle le souhaite profondément. Tout retard dans la mise en œuvre de la pérestroïka, risquerait d'engendrer, dans un avenir proche, une situation interne exacerbée, laquelle, pour le dire nettement, serait marquée par des crises sérieuses dans les domaines social, économique et politique.

Nous avons tiré ces conclusions d'une vaste et franche analyse de la situation, conduite dans notre société vers le milieu des années quatre-vingt. Cette situation et les problèmes qu'elle soulève, interpelle à l'heure actuelle, les dirigeants de notre pays, dirigeants parmi lesquels des hommes nouveaux sont apparus au cours des dernières années¹.

Conséquence immédiate des éclaboussures de ce gros pavé dans la mare, l'Europe de l'Est exécute sur un nouvel

1. Mikhaïl GORBATCHEV, *La pérestroïka*, Paris, Éd. Flammarion, 1987.

air la danse du dégel. La glace commence à fondre à vue d'œil même dans un pays comme la Roumanie où les neiges paraissaient éternelles. Ceaucescu perd l'équilibre, glisse et tombe...mortellement blessé par ceux-là mêmes qui, hier, courbaient l'échine devant lui et sa femme. La neige se colore de rouge. La caméra de la télévision fixe cette image tragique qui fera le tour du monde. Une page est à jamais tournée. Du moins en ce qui concerne la vie du couple dictateur de Bucarest...

Second épisode du feuilleton de la craquelure à l'Est : le mur de Berlin qui s'écroule à son tour sous l'assaut des pics et des marteaux piqueurs. La porte de Brandebourg s'ouvre toute grande sur l'Ouest. Bientôt il n'y aura plus qu'une seule Allemagne : King Khol entre dans l'histoire par la voie royale.

Et ce n'est pas tout, tour à tour dans tout l'Est européen, les citadelles du communisme tombent les unes après les autres. Certaines de façon décisive. D'autres par étapes. Partout le réalisme politique et l'aspiration à l'économie de marché l'emportent sur le conservatisme idéologique et économique. Le changement préconisé par le maître du Kremlin s'opère de façon remarquable, avec des manifestations grandioses à l'appui. L'Histoire, ici, fait penser à ces volcans qui dorment pendant des décennies et qui se réveillent, un beau matin, pour rappeler au monde qu'ils ne sont pas finis.

Le réveil de l'Est intervient au moment où l'Afrique sombre dans une sorte d'État comateux sur le plan économique. Les observateurs avisés pensent (non sans raison d'ailleurs) que c'est le commencement de la fin, d'autant plus que, tout nouveau tout beau, les pays récemment libérés de l'économie planifiée, sont des marchés potentiels où les capitaux vont retrouver le souffle qu'ils ont perdu sur le continent noir. Le désengagement des sociétés occidentales opérant en Afrique s'inscrit dans ce processus tandis que continuent de choir le prix des matières premières. C'est sur

ce fond de crise que l'Afrique, bâillonnée par le parti unique, tente de sortir de sa léthargie.

Le coup d'envoi est donné de façon indirecte par un événement qui fera date dans l'histoire africaine. Le 11 février 1990, Nelson Mandela retrouve la liberté après vingt-sept ans de détention. La couleur blanche de l'apartheid en prend pour sa prétendue suprématie. L'Afrique indépendante pousse un grand ouf de soulagement. Dans certains pays, on pense qu'il est temps que les régimes, qui maintiennent encore derrière les barreaux des détenus politiques, fassent le geste de Prétoria.

Après tout, à bien des égards, les partis uniques n'ont-ils pas construit des « mini apartheids » nourris par cet autre racisme qui ne dit pas son nom : le tribalisme ? Quel parti majoritaire au pouvoir peut affirmer ne pas le pratiquer sur le sol africain ? Quand ce n'est pas le tribalisme à proprement parler, on recourt au régionalisme ou bien au clientélisme bon teint. Autant de formes de racisme qui font mal au même titre que l'apartheid. La libération de Mandela constitue donc un phénomène qui, dans la lutte pour la démocratie et le multipartisme, va contribuer à accélérer le mouvement des peuples africains fatigués de danser la danse du parti unique et des fastidieuses séances d'animation en honneur de « Guides » dont l'imagination semble figée. Les intellectuels se rappellent soudain qu'il est peut-être temps qu'ils donnent de la voix pour aider l'aspiration à la démocratie qui risquerait de vite s'essouffler sans appui de leur part. Le plus avisé d'entre eux, pour avoir été à la tête de l'OUA, Edem Kodjo, écrit :

Nos idéaux ont pour noms : développement, démocratie, unité, solidarité et fraternité.

Développement parce que c'est de cela que l'Afrique a le plus besoin. Nourrir et loger sa population, éduquer et soigner ses enfants, permettre à chacun d'entre eux de bénéficier d'un bien-être matériel, social, mais aussi spirituel et

moral, les placer en position de participer pleinement au jeu international, en faisant valoir leur créativité et leur spécificité culturelle [...]

Démocratie et unité sont les exigences fondamentales du développement. Pour avoir négligé de prendre en compte cette réalité, l'Afrique se retrouve dans une situation dramatique. Le progrès se nourrit de liberté, de créativité, d'esprit critique. Il est incompatible avec l'oppression et la tyrannie érigée en système de gouvernement¹.

À Paris, à Londres, à Bruxelles, à Rome, partout où il y a une forte concentration d'intellectuels africains en exil, des colloques s'organisent, des débats et parfois même des marches en faveur de la démocratie et du multipartisme en Afrique, se déroulent. Toutes ces manifestations concourent au soutien de celles qui s'expriment dans les rues des villes africaines où est dénoncée, à coups de slogans et de jets de pierres, l'action pernicieuse et désormais inadmissible du parti unique. Le désir de changement est partout ardent. Les peuples africains ne réagissent pas par « mimétisme, mais parce que le développement véritable est à ce prix. Pour nous, il ne fait aucun doute qu'il n'y a pas de développement sans démocratie². »

Le débat, au niveau des médias, bat également son plein. Des agences de presse, des journaux occidentaux parmi les plus célèbres, des radios à vocation internationale telle RFI, la BBC, réservent des pages entières ou donnent le micro aux Africains qui veulent y apporter leur contribution. Dans le quotidien français *Le Monde*, du 4 mai 1990, Olga Balogoun, cinéaste originaire du Nigéria, bien connue, pose la question de savoir à qui profite l'aide et interpelle les pays occidentaux, la France en particulier, en ces termes : « Peut-on, d'un côté dénoncer vigoureusement les crimes d'un

1. Edem KODJO, « L'honneur de l'Afrique », *Afrique 2000*, avril 1990.

2. *Idem*.

Ceausescu tout en se rendant complice, d'un autre côté des méfaits d'un certain nombre de dirigeants africains inféodés aux intérêts de la France ? » La cinéaste nigériane note en passant que l'aide octroyée à l'Afrique est « toujours assortie de l'obligation de faire travailler des entreprises françaises ». Par ailleurs, une grande partie de cette aide sert à importer des produits industriels français. Moralité, conclut-elle :

Les populations des pays africains sont deux fois victimes : contraintes d'endosser le fardeau de dettes contractées en leur nom par des cadres dirigeants souvent mal informés ou mal intentionnés, elles doivent se saigner à blanc aujourd'hui pour enrichir les spéculateurs des pays lointains.

Dans la même édition du *Monde*, Emmanuel Ntoutoume N'Dong, ancien élève de l'École nationale d'administration de Paris, évoque « L'échec des partis uniques » en ces termes :

Les partis uniques africains étaient originellement destinés à une existence transitoire. Leur rôle était en effet appelé à s'estomper à mesure que s'ancrerait la conscience nationale. Force est de constater, un quart de siècle après leur apparition, que ces partis n'ont été fidèles ni à leur vocation intégratrice, ni à leur caractère propédeutique.

Pour l'auteur, l'échec des systèmes monopartisans africains tient à ces constatations, mais aussi au fait « qu'ils ne sont pas seulement l'antithèse de la démocratie », mais ont également trahi l'esprit communautaire de la société africaine auquel bon nombre d'entre eux se réfèrent.

Une autre sortie des intellectuels africains à retenir : celle effectuée le 1^{er} mai 1990 par vingt-deux Camerounais à Paris. Les extraits de leur appel lancé au président de la République, Paul Biya, ont été publiés le 25 mai par l'AFP.

Faisant le point sur « le pluralisme démocratique est une urgence et que la société camerounaise ne peut indéfiniment vivre en marge de l'histoire. »

Les Églises africaines et les conférences épiscopales entonnent aussi la même antienne. Celle du Bénin donne le ton, suivie bientôt par celle du Zaïre, du Gabon, du Congo, etc. Dans trois des pays cités, ce sont même des évêques qui conduisent les travaux de la « Conférence nationale ». Ils sont préférés aux civils pour leur probité morale et leur indépendance vis-à-vis des partis politiques (sauf le pasteur Kalonji Mutambayi du Zaïre qui se fait manipuler par le MPR¹).

Ils ne manquent pas non plus de compétence et cet autre atout leur vaut du respect et de l'admiration de tous.

La Baule ou la fin de la bénédiction

Jusqu'à présent, il est difficile de déceler les intentions réelles des pays du Nord qui poussent ceux d'Afrique vers le pré de la démocratie et les pâturages du multipartisme. On sait, en revanche, que des chefs d'État du continent noir ont fait grise mine devant ce qu'ils appellent « les leçons de la démocratie » des anciennes puissances coloniales et de leurs alliés. Au niveau des populations africaines, c'est un peu comme à la veille des indépendances : l'aspiration à la démocratie est vraiment ardente. Elle s'accompagne d'enthousiasme et parfois de manifestations violentes quand les autorités locales bloquent la machine qui la convoie. On croit, non sans naïveté, que cette nouvelle coqueluche viendra résoudre la crise et surtout panser les fameuses « Plaies d'Afrique². »

1. Mouvements populaire de la révolution, parti du président Mobutu Sese Seko.

2. *Le Monde* des 1^{er}, 29 et 30 mai 1990.

Toujours est-il qu'en attendant d'y voir clair, ici et là, citadins et masses paysannes estiment que c'est une bonne affaire que « cette chanson de la démocratie » ait été enfin entonnée par ceux-là mêmes qui accordaient naguère leur bénédiction à des régimes et des chefs dont on ne veut plus en Afrique subsaharienne. En effet, pour de nombreux observateurs, le sommet franco-africain de La Baule a marqué la fin de cette bénédiction. François Mitterrand en déclarant : « C'est évident que cette aide, traditionnellement déjà ancienne, sera plus tiède en face de régimes qui se comporteraient de façon autoritaire, sans accepter l'évolution vers la démocratie, et qu'elle sera enthousiaste pour ceux qui franchiront ce pas avec courage et autant qu'il leur sera possible¹ » a, d'une certaine manière, rétabli (en partie tout au moins) la confiance, qu'à tort ou à raison, la jeunesse de plusieurs pays d'Afrique francophone, avait placée en lui et en la France de gauche au lendemain de son accession à l'Elysée. De son côté, le Premier ministre Michel Rocard, n'a pas mâché ses mots en faisant ce commentaire devant les Congolais et Gabonais Denis Sassou Nguesso et Omar Bongo : « Depuis les années 1970, c'est-à-dire le ralentissement général de la croissance, tout le monde est fauché, même la France, et à fortiori l'Afrique, alors effectivement l'argent manque partout² ! »

Un avertissement d'un autre genre qui confirma dans les esprits l'impression que le gouvernement de la France allait désormais changer de comportement envers ceux des dirigeants africains qui refuseraient de s'engager dans la voie démocratique. On reçut, de la même manière, le message de Jacques Pelletier, ministre de la Coopération, quand à son tour, il effectua sa sortie sur le chapitre en ces termes :

1. François MITTERRAND, Conférence de presse à l'issue de la XVI^e Conférence des chefs d'État de France et d'Afrique, La Baule, 21 juin 1990.

2. *Le Monde* du 21 décembre 1988.

L'année qui vient de s'écouler est porteuse d'événements fondamentaux pour l'Afrique. Le processus de démocratisation est désormais en marche sur le continent. Par processus démocratique, j'entends le pluralisme, bien sûr, mais d'abord la garantie légale des droits de l'homme et l'instauration d'un État de droit. La libre expression de la presse est un événement important dans la circulation des idées et dans le débat politique¹.

Il faut dire que dès 1988, les socialistes français étaient alertés par les signes précurseurs qui annonçaient, ici et là, l'événement des « exigences démocratiques ». Et Louis Le Pensec l'avait bien vu qui écrivait dans l'introduction à *Vingt questions sur l'Afrique, des socialistes répondent* : « Si la France et plus particulièrement la gauche française ne tiennent pas leur rôle dans l'éveil des forces démocratiques sur le continent africain, les évolutions se feront sans nous et contre nous² ! » Autrement dit, il était temps de rectifier le tir pour que la politique africaine de Paris ne soit plus comparable à celle menée par la droite. Car, jusque-là, cette politique avait tendance à répéter le modèle laissé par les prédécesseurs de François Mitterrand à l'Élysée. C'est Jean-Pierre Cot, ancien ministre de la Coopération et président du groupe socialiste au parlement européen, qui le reconnaît lorsqu'il dit en mai 1990, à propos des troubles qui secouent plusieurs États francophones d'Afrique, qu'il s'agit là d'un échec de la politique française. Mais un échec qui « n'est pas celui de la gauche, qui n'a pas mené une politique très différente de la droite en matière de coopération, mais un échec de tous les responsables successifs de la politique africaine de la France³. »

1. *Marchés Tropicaux* du 11 janvier 1991.

2. Louis LE PENSEC, *Vingt questions sur l'Afrique : des socialistes répondent*, Paris, Éd. L'Harmattan, 1988.

3. *Le Monde* du 30 mai 1990.

L'ancien ministre de la Coopération, qui démissionna en 1982 à la suite justement de désaccords sur la fameuse politique africaine, s'est par ailleurs déclaré favorable au maintien privilégié des relations entre la France et l'Afrique, « mais il faut reprendre les choses à zéro sur une base assainie¹. » Il faut comprendre par là que dorénavant il faudra « moins de connivence » et « davantage de volontarisme et de conditionnalité². » De là à suggérer quelques conditions désormais nécessaires à l'attribution de l'aide aux pays du Tiers-Monde, il n'y a qu'un pas que J.-P. Cot n'a pas hésité à franchir en affirmant que ladite aide « devrait être conditionnée à un minimum de respect des droits de l'homme et d'une exigence minimale en matière de démocratie ». Avis aux pays (africains entre autres) qui en bénéficient.

Le message de La Baule sera interprété diversement sur le continent africain. Pour certains chefs d'État, tels Hissène Habré et Moussa Traoré, il s'agit là d'une atteinte à la souveraineté de leur pays. Ceux-là refusent de recevoir la leçon du président français, leçon qui lie désormais la démocratie à l'aide en matière de coopération. C'est parmi eux que se recrutent les « durs » qui rechignent à opérer l'ouverture démocratique souhaitée. Ils auront, dans bien des cas, à faire face au mécontentement populaire, chacun dans leur pays. Parfois les choses se termineront mal pour quelques-uns d'entre eux, « lâchés » par l'ancienne puissance coloniale dont les conseils ont été négligés. Certains présidents pensent au contraire qu'il faut seulement « jongler » avec les mots et apporter quelques retouches soigneusement sélectionnées aux institutions. On peut « démocratiser » sans y laisser ses plumes ni celles du parti unique qui est le fondement de leur pouvoir. L'exercice ne manque pas de périls, mais on s'y soumet quand même. Pour une infime partie

1. *Idem.*

2. *Idem.*

enfin, il faut faire face avec courage comme le président burkinabé qui commente la chute de son homologue malien même si quelques mois plus tard, il adoptera la même démarche dictatoriale, quand l'opposition burkinabé optera pour la Conférence nationale souveraine :

Mais Moussa Traoré savait que, s'il acceptait une élection présidentielle libre, comme au Bénin, il perdrait également le pouvoir. C'est pourquoi, jusqu'au bout, il a refusé le multipartisme. Moi-même, je l'ai rencontré à Bamako en octobre dernier. Nous avons discuté du multipartisme. Je lui ai conseillé d'agir en ce sens. Mais il ne voulait rien entendre et prétendait que son parti n'en voulait pas, qu'il ne pouvait aller contre ce choix¹.

Et c'est alors Conférence nationale plus élections libres. Le résultat est souvent une défaite plus ou moins annoncée pour ces hommes qui se sont véritablement crus « pères de la nation ». La spirale n'est pas terminée. Pour ceux qui croient que le fer et le feu peuvent encore les conserver au pouvoir, on peut même parler de sursis, Hissène Habré et Moussa Traoré en savent déjà quelque chose...

L'Afrique donne parfois l'impression d'être réfractaire ou même allergique à la démocratie pluraliste. Pourtant des exemples existent qui montrent que ses dirigeants peuvent aussi avoir « l'âme démocratique » pour reprendre cette belle expression de Maître Moudiléno-Massengo, homme politique congolais. A commencer par Léopold Sédar Senghor qui, dans son message à la nation, le 31 décembre 1981, déclarait notamment :

J'ai toujours été pour l'alternance du pouvoir, qu'il s'agisse de l'alternance des partis exprimée par des élections libres, ou de l'alternance au sein même du parti, par la montée des jeunes. Je ne peux plus travailler dix heures par jour en moyenne, y compris le samedi et le dimanche, il faut

1. *La Croix L'Événement* du 27 mars 1991.

quitter le poste en passant le flambeau à la génération suivante¹ ...

On sait que, quelque temps après, Léopold Sédar Senghor a passé le relai à Abdou Diouf.

Auparavant, le président-poète avait eu l'occasion de dessiner les grandes lignes de cette démocratie : « Je pense qu'il faut une démocratie forte, avec un exécutif fort, c'est-à-dire un régime présidentiel. Dans celui-ci, le chef de l'État est élu, au suffrage universel, par le peuple². »

Les exemples de ce type ne sont pas nombreux dans la vie politique africaine. Pourtant on peut encore mentionner que d'autres chefs d'État, sans faire de déclaration, ont accepté de quitter le pouvoir. Pas de façon démocratique comme a été contraint de le faire Mathieu Kérékou battu aux élections présidentielles de mars 1991 par Nicéphore Soglo, mais c'est un départ quand même qui montre que tous ne se cramponnent pas au fauteuil présidentiel et savent interpréter les signes annonciateurs de troubles. Ainsi, Julius Nyerere, le *Mwalimu*³ de Tanzanie, a pris sa retraite à 63 ans (en 1985) après un « règne » de vint-cinq ans. Il est l'un des rares chefs d'État africains à continuer à vivre dans son pays après l'abandon des fonctions présidentielles.

En 1985 également, Siaka Stevens a volontairement quitté la présidence de la Sierra Leone après vingt ans de pouvoir.

Le général Obasanjo, président du Nigéria de 1976 à 1979, s'est de son gré, retiré du pouvoir en 1980, après avoir mis en place un processus de démocratisation qui allait déboucher sur le multipartisme. Il s'est reconverti en gentleman farmer, mais reste actif sur la scène politique, surtout sur le plan international.

1. Extrait du message à la nation. AFP Dakar, 31 décembre 1981.

2. Léopold S. SENGHOR, *La poésie de l'action*, Paris, Éd. Stock, 1980.

3. Maître.

À la lecture de ces quelques exemples, on réalise que tous nos présidents ne se sont pas tous considérés comme des chefs de droit divin ou des dirigeants à vie. La grâce démocratique a touché certains d'entre eux qui ont compris qu'il « faut quitter le poste en passant le flambeau à la génération suivante... » Que l'Afrique a besoin de sang neuf. On réalise également, contrairement à ce qu'ont souvent laissé entendre les adversaires de la démocratie et du multipartisme en Afrique, que la mentalité africaine n'adhère pas dans sa totalité à l'obéissance de la volonté des ancêtres. N'a-t-on pas vu au Togo Gnassingbé Eyadéma ranger dans les tiroirs de son bureau présidentiel son projet, « à la demande du peuple » qui n'en pas voulu et qui exige depuis la disparition du RPT, le parti unique sur lequel s'appuie le chef de l'État togolais. Ceux des dirigeants qui n'auraient pas encore bien saisi le sens des mutations qui s'opèrent sous le ciel africain, ont encore le temps de se ressaisir. La démocratie est en marche et les peuples sont prêts à payer cher pour l'obtenir. Car la démocratie est contagieuse et beaucoup l'ont attrapée¹.

1. *Le Monde* du 27 mars 1991.

CHAPITRE II

Les chenapans de « Wenzé »

Chaque grande ville africaine possède son « wenzé ». Chaque métropole internationale, ses quartiers populaires. Dans beaucoup de capitales subsahariennes, il y a le « Plateau », quartier occupé du temps de la colonisation par les Blancs et aujourd'hui investi par les « nouveaux Blancs » à peau noire. Plus bas, dans la plaine : les quartiers populaires. C'est à eux que s'applique l'onomatopée tropicale de « wenzé » qui désigne tout lieu éloigné du centre-ville. Qui manque de propreté et de confort moderne. Qui abrite des citoyens nés par un jour où trop de nuages encombraient le firmament, cachant de la sorte la brillance des étoiles.

Le « wenzé » est en général sombre. Au propre comme au figuré. Depuis la nuit des temps, Brazzaville a attribué cette appellation à l'un de ses quartiers situés après le célèbre Poto-Poto. Kinshasa, sa voisine, qui partage avec elle la paternité de ce vocable dérivé semble-t-il de lingala¹ argotique, l'a étendu à l'ensemble de ses communes les plus populaires où le pied du Blanc se hasardait très rarement au temps où « Buana Kitoko² » visitait son Congo belge.

1. Une des langues très prisées par la population congolaise et zaïroise.

2. « Bel enfant » : surnom donné par les Congolais au roi Baudouin.

Ailleurs, le « wenzé » endosse d'autres appellations aussi colorées que chantantes. Charme du pittoresque tropical. A Abidjan, Yopougon répondrait bien à la mauvaise réputation faite à ce mot et à l'univers qu'il recouvre. Abobo-Gare lui disputerait d'ailleurs cette renommée à laquelle semble avoir renoncé Treichville ou même Marcory.

Lagos entretient sûrement le vivier le plus impressionnant. Combien grouillent-ils de « wenzé » dans cette gigantesque forêt lagunaire où les filaos et les rôniers sont en béton et la tête des palmiers en tôle ondulée ? Ici les noms n'existent pas. Ils se récitent comme une fable de La Fontaine. Lagos est une fable dans tous les sens du terme. Pikine ou la Guediawye pour Dakar ? En tout cas, aucune capitale, fût-elle économique, n'est en reste. A chacun son « wenzé ». Pour tous la même étiquette : monde marginal. Quartier mal famé. La tentation est grande d'adjoindre au « wenzé » Soweto et tous les autres townships sud-africains rendus tristement célèbres par la violence née de la peur de l'autre sous le regard d'un monstre nommé Apartheid. Il faut craindre de tomber dans le ghetto. Or le « wenzé » n'en est pas forcément un. Il faut s'en tenir à ce qui tient réellement du « wenzé » : faubourg ou appendice urbain. Même si, du ghetto comme du « wenzé » descend vers la ville et ses palais un petit peuple souvent en colère et chroniquement pauvre, exploitable à merci. Un peuple qui crée parfois l'événement en terrassant des statues par-ci ou en faisant tomber une couronne même impériale par là. Bokassa s'en souvient toujours plus de dix ans après sa chute :

Les élèves des collèges de Bimbo, de Fatima, de Miskine et des lycées Boganda et Bokassa qui, en chantant, reviennent en masse du centre de la ville pour regagner leurs quartiers respectifs, entraînent dans leur sillage une multitude de jeunes gens n'ayant rien à voir avec le milieu scolaire ou estudiantin. Il s'agit de délinquants, voyous et autres « godo-

bets » (vagabonds) dont les actes, de tout temps, ont été et sont incontrôlables¹.

C'est ce peuple de « wenzé » de la capitale centrafricaine qui va déclencher le processus qui aboutira à l'effondrement définitif de l'empire de Bokassa. Aux « godobets » venus des quartiers déjà cités, viendront s'ajouter ceux montés de Malimaka, Kilomètre 5, Benz-Vi, Fou et Gobongo. Ce jour-là, le « wenzé » est maître du pays. La ville des « gens de rien » prend le pouvoir. Le « wenzé » commence à faire peur, mais il continue d'exister. Il a même la vie dure, des années après les indépendances africaines. L'exemple le plus typique dans ce domaine fut, jusque dans les années 70, la ville de Yaoundé, capitale du Cameroun. On appelait son « wenzé » La Briqueterie (on devait y fabriquer des briques naguère ; ou peut-être bien que les gens y bouffaient des briques !)

Bref, ce quartier était le type même de ce qu'on peut nommer une cité-termitière. Comme dans la maison des termites, en effet, on y circulait en suivant des galeries serpentant entre les cases, contournant les gros arbres ou les immenses trous béants, dévalant les pentes et s'arrêtant brusquement à l'entrée d'une habitation. Halte obligatoire pour négocier le passage. Car le passant n'avait pas d'autre choix que d'investir l'intérieur de la maison, le temps d'une traversée éclair. Gare à qui voulait effectuer la manœuvre de façon furtive ! Il payait cher sa tricherie... Inutile de préciser que le voyage s'arrêtait net si la porte de la maison-passage était close et quand la nuit tombait. Non lotie, frappée de cécité totale quand venait le crépuscule, La Briqueterie poussait son charme jusqu'à l'interdiction de déranger ses habitants une fois le dîner servi. Même les amoureux les plus téméraires étrangers au quartier, ordonnaient à leurs envies

1. Roger DELPEY, *La Manipulation*, Paris, Éditions. Jacques Grancher, p. 28, 1981.

d'enfiler l'armure de la résignation. Chaque nuit, La Briquetterie vivait refermée sur elle-même, détachée du reste de la ville.

Dans les autres capitales africaines, ce n'est pas la géographie physique du quartier qui créait (et crée encore dans de nombreux cas) cette situation de repli sur soi-même et de rejet de toute personne étrangère au « wenzé », mais la peur. Peur des bandits et des truands de tout acabit comme ceux qui sévissent sur les ponts d'Abidjan, ou le long des boulevards de Kinshasa, aux abords des marchés de Lagos. Avec le débarquement de la drogue qui semble trouver ici un terrain de prédilection, la réputation de « coupe-gorge » et ses habitants auront toujours du mal à prouver leur bonne foi. Or c'est là que vit généralement le gros de la population. Qui sont ces hommes et ces femmes et leur ribambelle d'enfants ? Un terme les désigne collectivement : petit peuple. Parfois s'y ajoute l'épithète de pauvre. Ce peuple est fait de chômeurs et de laissés-pour-compte. De naïfs descendus du village, victimes de la publicité comme Kin-Kiese¹ ou des discours démagogiques. De paysans désorientés chassés de leurs terres par la sécheresse et la faim (parfois par la guerre civile). De couples jeunes à l'étroit dans le corset des coutumes ancestrales. Ou tout simplement d'auditeurs trop crédules qui, un jour, ont prêté l'oreille au message incitatif véhiculé par l'air de *Boya noki-noki*²... matin, midi, soir dans le haut-parleur grésillant du transistor familial. Tout ce menu fretin a débarqué là, en rangs serrés, un beau matin, pour profiter des bonnes choses offertes par l'*Indépendance Chacha* et de la prodigalité du chef, qui, dit-on, jette l'argent par la fenêtre quand il ne trouve pas preneur (étranger surtout) capable de l'applaudir haut et fort, sans se fatiguer. Hélas ! les lumières des quartiers chics n'ont pas brillé bien

1. Kinshasa-la-joie.

2. Expression lingala qui signifie « venez vite, vite ! ».

longtemps ! A la radio la chanson est passée de mode. Le pétrole a perdu de son odeur productrice de pétro-dollars. Ailleurs, c'est le cacao ou le café qui a vu son arôme se gâter dans la tasse. La crise a frappé de plein fouet le « wenzé ». Pas le palais heureusement. Car si le chef ne mange plus à sa faim et ne peut plus voyager par avion spécial (loué à prix d'or d'après les confidences de son entourage), ce sera la chute (au lieu de la lutte) finale. Les ondes nationales diffusent une nouvelle chanson qui fait état d'un méchant type nommé « Fémi » ou « Effémi ». Quelque chose comme ça. On le compare parfois au sida et le chanteur dit que Fémi et Sida même combat. Le chef et son entourage opinent du chapeau. La chanson a raison, explique-t-on, sauf quand elle prétend qu'il y a des veinards que Fémi et Sida épargnent. Ça la fout mal aux loqueteux et aux affamés des « wenzé » qui crient à l'injustice. En guise de réponse on leur a montré le chemin des mosquées, des églises, des temples et d'autres lieux de prières. Les féticheurs et les marabouts ont renchéri : donnez ce qui vous reste et nous jugulerons la puissance du mauvais génie qui est à l'origine de tous ces malheurs. Certains de ceux qui avaient encore quelques économies ont donné. Les autres ont fait face en agitant le bouclier de la prière : « Nous prions seulement le Tout-Puissant, mon fils. Un jour, les choses changeront. Oui, Dieu aura pitié de nous. Il faut avoir confiance. »

Vivre d'espoir !

Il n'y a pas mieux que les gens de Wenzé à Brazzaville pour l'exprimer et le conjuguer au futur simple. En haut lieu, on préfère jongler avec le futur antérieur quand il arrive que le « wenzé », revendiquant trop bruyamment, voit débarquer

la maréchaussée. « Ils l'auront voulu. Non mais quelle idée de vouloir quitter son quartier et de marcher sur le siège du gouvernement ! On est en pays socialiste. Les grèves et les manifestations sont interdites. Jamais une chose pareille ne pourrait se produire à Moscou ou bien à Pekin !... »

Depuis, les étudiants de Pékin et même de Moscou, ont fait ce qu'ont fait les adolescents de Wenzé à Brazzaville. Les choses sont même allées plus loin au pays de Lénine. Moins loin au Congo et en Chine où l'on tirait encore trop facilement à l'époque où démarrait notre enquête. Tous les pouvoirs, face à la montée de la fièvre dans les « wenzé », ont la même réaction : faire parler les fusils. Parfois ça porte. Des fois, ça foire. Les organisations humanitaires s'en mêlent alors. Enquêtes. Preuves que les droits de l'homme ont été violés. Peur au palais et dans les villas des collaborateurs-adorateurs. On bricole une réplique qui prend ou ne prend pas. C'est selon. Tout tient à un fil qui résiste ou qui lâche entre un palais d'ici et un château de là-bas. Son inventeur l'a baptisé : Raison d'État. Il n'a pas résisté sous le poids des crimes de Bokassa ou d'Idi Amin Dada, à ceux-là, le « wenzé » a été fatal. Ceux qui sont restés en ont-ils tiré une leçon ? Difficile à dire, dans la mesure où ceux qui composent l'écurie des conseillers et des serviteurs ont fait du surplace en débitant les mêmes propos qui ont produit les mêmes effets. À tel point qu'un dirigeant comme le maréchal Mobutu s'en est plaint, comme le rapporte l'Agence Zaïre Presse, au lendemain de la consultation populaire dans le Zaïre profond :

Le président zaïrois Mobutu Sese Seko est revenu de sa tournée à travers son pays, particulièrement courroucé à l'encontre de bon nombre de cadres du MPR (Mouvement populaire de la révolution, parti unique). Le chef de l'État qui a voulu s'enquérir des doléances dans le « Zaïre profond », dénonce en effet en termes particulièrement sévères l'attitude de nombreux cadres et responsables zaï-

rois, « plus préoccupés à préserver leurs privilèges qu'à servir le peuple ». De nombreux cadres du parti, à divers échelons, sortent de cette campagne (de consultation populaire) couverts de discrédit en leur qualité d'animateurs des structures du MPR. Leur fidélité et leur loyauté sont sérieusement remises en cause.

Devant un comportement qui, manifestement, trahit le sens du serment d'engagement révolutionnaire qu'ils ont prêté à leur entrée en fonction. Et le maréchal Mobutu a pu vérifier qu'il avait raison de chercher le dialogue direct avec le peuple au lieu de se fier uniquement aux rapports souvent édulcorés de ses collaborateurs¹...

Les gens du « wenzé » ont ceci d'extraordinaire qu'ils savent endurer et se montrer patients. Ils acceptent volontiers de se laisser abuser, car le but essentiel de leur comportement reste la lutte pour le quotidien et la survie. Rarement leur visage exprime le désespoir, quand bien même les médias des pays développés ont déjà entonné l'hymne de la désespérance pour le pauvre continent africain. Optimistes, (trop optimistes sans doute) ils ne savent certainement pas que le champ de café ou de cacao qui tient lieu de mamelle et qu'ils ont confié à un parent avant d'émigrer en ville, ne sera plus en mesure d'assurer décemment la ration alimentaire quotidienne aux membres du lignage. Sans doute croient-ils que les « compagnons » du patron devenus milliardaires, les ministres qui détiennent des millions, les maîtresses qui dorment sur des matelas rembourrés des billets de banques (fortes devises étrangères surtout), finiront-ils par aller les reprendre dans des coffres où ils les ont planqués en Suisse, en France, en Belgique, à Monaco ou bien au Brésil, et les remettront en circulation au pays. Au nom de la solidarité, de l'amour du prochain et de la charité chrétienne. Et si eux ne se décident pas, il y a les autres. L'ancien et le nou-

1. AZAP-BELGA, Kinshasa, le 2 avril 1990.

veau colonisateur. Même si le premier avoue qu'il est désabusé et conseille au second d'aller faire fructifier son capital à l'Est. L'assistance, un mot miracle qu'on a inculqué à l'homme, à la femme et à l'enfant du « wenzé ». En haut lieu, on en a même fait un cheval de bataille. On l'évoque sans cesse dans les discours, dans les débats, dans les interviews à la radio, les face à face à la télé, les entretiens-bidon avec les envoyés spéciaux ou correspondants particuliers venus des capitales occidentales où il est important de soigner son image de marque. Même des magazines pour concierges parisiens ou londoniens, que le roi Ubu en personne aurait dédaignés, ont vu leurs pages envahies par des portraits en couleur du leader « qu'on a réussi à placer non sans mal, tant l'animosité de la presse occidentale envers notre chef est féroce ! » Du moment qu'on paye... Assistance en noir et blanc. Assistance en technicolor. « Dans ce domaine-là, le Patron est imbattable. Il sait placer les mots qui font fondre la glace de la méfiance. Il sait attendrir le cœur des investisseurs sceptiques. Il a le verbe pour dire les malheurs de l'Afrique et de notre peuple. Surtout il sait faire la distinction entre Assistance et Aide. Ce qui permet à notre peuple de saisir la nuance. Et ça, c'est notre travail, voyez-vous. Nous les conseillers et les collaborateurs immédiats du Guide !... » Applaudissez !

Petite question subsidiaire au fonctionnaire de la presse présidentielle qui vient de donner ces précisions : « A propos d'aide, ça ne vous ennuie pas qu'on soit parfois traité d'éternels assistés ? » Un grand rire d'abord qui nous vaut un regard désapprobateur de tous les consommateurs du PUB St-Germain. Un rictus ensuite et d'une voix dure, notre « conseiller en audio-visuel à la présidence de la République » sermonne : « Et la dette coloniale, Monsieur, tu as oublié ? Ces gens-là doivent payer d'une manière ou d'une autre, toi aussi !... » Dette coloniale ? Voilà une expression à consigner au répertoire des nouvelles curiosités tiers-mon-

distes. La connaît-on au « wenzé » ? Réponse négative après vérification. Ici, on ne connaît que l'assistance ou l'aide qu'on dit parfois... humanitaire pour justifier son octroi. « Si on ne le fait pas, ce sont les pauvres populations qui seront pénalisées. » Sitôt dit et sitôt fait. Mais au fin fond de la brousse et au cœur des « wenzé », l'effet de la dépénalisation se fait toujours attendre. Car entre le lieu de l'expédition et l'aire de destination, l'aide, semble-t-il, s'est volatilisée en partie. A moins qu'elle n'ait été bloquée tout simplement au nom des représailles contre des régions entières et leurs populations favorables aux mauvais citoyens ou bien aux traîtres qui combattent le régime légitime au pouvoir dans la capitale. « On a parfois raison de se montrer sceptique au « wenzé » quand les radios et les télévisions de la terre entière entonnent l'hymne de l'aide au Tiers-Monde. Mais, comme dit cette infirmière de Kinshasa, les journalistes doivent éviter de dénoncer cette situation de peur de décourager les pays donateurs. » C'est possible. Encore que, dans ce domaine, le président Omar Bongo se fait plus rassurant quand il déclare que « les Africains trouveront toujours des amis pour les aider ». De là à justifier la dilapidation des deniers publics et de l'aide provenant de la coopération, il n'y a qu'un pas que plus d'un dirigeant a déjà franchi sans peine. On n'aime guère au « wenzé » l'aide à l'assistance octroyée sous forme d'espèces sonnantes et trébuchantes. Parce qu'on est convaincu d'avance ici que cet argent frais ira, par des voies détournées, alimenter des comptes déjà fort bien garnis à l'étranger. Faux ! proteste énergiquement l'ex-empereur Bokassa. Et le monarque déchu qui dut financer en partie son couronnement par la France, de s'expliquer : « le chef de l'État centrafricain n'a, sur ce chapitre, aucune responsabilité. Les crédits sont légalement et uniquement gérés par les chefs de mission et de coopération officiellement installés dans chaque État et travaillant en liaison directe avec l'ambassadeur de France et les autres organismes français

accrédités dans chaque pays¹. » On veut bien le croire. Il est normal, après tout, que ceux qui donnent de l'argent aux pays en développement puissent assurer un contrôle minutieux sur l'utilisation qu'on en fait. Pourtant, il faut bien se poser la question avec Nguza Karl I Bond quand il dit à propos des biens accumulés à l'étranger par les dirigeants africains. « Dès lors comment expliquer ces biens à l'étranger ? Certainement pas par un salaire, même du chef de l'État du pays le plus riche du monde. » La réponse, l'ancien chef de la diplomatie zaïroise la connaît certainement, lui qui est revenu aux affaires aux côtés de l'homme qui l'a traîné dans la boue puis jeté en prison. À moins que, dans les deux cas, il ne s'agisse d'un épais mystère. Au « wenzé » au moins, on va droit au but quand on évoque ces questions : « Monsieur, vous qui vivez là-bas d'où vient l'aide, ne pouvez-vous pas expliquer à ceux qui nous aident que nos pays ne voient jamais la couleur des sommes ainsi mises à la disposition de nos gouvernements ? Est-ce une assistance pour maintenir au pouvoir ces gouvernements corrompus ou bien une véritable aide destinée à nos populations ? » L'amie de l'infirmière de Limete qui vient de poser la question est littéralement révoltée. On la comprend. La haute magouille survole le « wenzé ». Ne se comprennent entre eux que ceux qui la pratiquent réciproquement, aideurs et aidés. L'exemple cité par *L'Événement du Jeudi* à ce propos est plus qu'édifiant :

Les Français de l'ère post-coloniale n'ont vraiment aucune leçon à donner aux Africains. Le catalogue de leurs malversations financières n'a rien à envier à celui des corruptions indigènes complaisamment décrites par les Européens. Imagine-t-on qu'un industriel français ait pu, en toute tranquillité, faire tourner pour son propre compte une fabrique dont l'installation et le fonctionnement étaient intégralement financés par les crédits de la coopération française et européenne au titre de la formation professionnelle².

1. Roger DELPEY, *La Manipulation*, Paris, Éditions Jacques Grancher, 1981.

2. *L'Événement du Jeudi*, n° 284, p. 41.